Objet : réforme des retraites et dégradation du service public de l'Éducation nationale

**MOTION DU COLLÈGE LUCIE ET RAYMOND
AUBRAC- PARIS 11**

Présentée le mardi 4 février 2020 par les représentants des personnels et les représentants des parents d'élèves F.C.P.E., élus, le mardi 4 février 2020.

Les agents de la ville de Paris, les personnels administratifs, d'éducation et d'enseignement ainsi que les représentants des parents d'élèves F.C.P.E. du collège Lucie et Raymond AUBRAC, tiennent à porter connaissance au C.A. de leur motion, par la lecture et l'inscription au Procès-verbal du C.A. du mardi 4 février 2020.

Devant le refus manifeste de prendre acte du désaccord des personnels qui s'exprime depuis le 5 décembre 2019 par les manifestations et les grèves très suivies contre la réforme des retraites et les fausses promesses de revalorisation de notre profession, corrélées à une volonté de redéfinir le statut des enseignants sous couvert d'une revalorisation salariale hypothétique, nous, représentants des personnels administratifs, d'éducation et d'enseignement ainsi que nous, représentants des parents d'élèves F.C.P.E. du collège AUBRAC, refusons par cette motion de cautionner une politique de dégradation du service public de l'Éducation nationale -la baisse de la D.H.G. en est la cruelle illustration- et la remise en question des valeurs d'égalité et de solidarité auxquelles nous sommes si profondément attachés.

Par conséquent nous siégeons au conseil d'administration de ce jour, le 4 février 2020 en présentant cette motion qui témoigne de notre désaccord profond avec la réforme des retraites et la dégradation du service public.

Pour mémoire, le quorum de la commission permanente du 28 janvier 2020 n'ayant pas été atteint suite au refus collectif de ses représentants élus d'y siéger, le C.A. du 3 février a été annulé. En outre, les professeurs coordinateurs ont également refusé de participer au Conseil pédagogique du 16 janvier dernier afin de manifester le mécontentement des personnels enseignants du collège. Ces décisions ont été votées en assemblée générale.

Les agents de la ville de Paris, les personnels administratifs, d'éducation et d'enseignement et les représentants de parents d'élèves F.C.P.E. du collège Lucie et Raymond AUBRAC.